

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf. : 01
		Nombre de pages : 14

**REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU
TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE**

Sommaire

1.	CHAMP D'APPLICATION.....	3
1.1.	Périmètre d'application.....	3
1.2.	Définitions des termes	3
2.	COMPOSITION DU DOSSIER D'AIDE.....	4
2.1.	Descriptif scientifique de l'opération.....	4
2.2.	Annexe financière.....	5
2.3.	Engagement des Etablissements partenaires	5
2.4.	Accord de consortium	5
3.	ASSIETTE DE L'AIDE	6
3.1.	Dépenses éligibles	7
3.1.1.	Dépenses de personnel.....	7
3.1.2.	Dépenses de fonctionnement.....	7
3.1.3.	Dépenses d'équipement	7
3.2.	Frais généraux de gestion.....	7
3.3.	Frais de structure	7
3.4.	Prestations de services.....	8
4.	MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES.....	8
4.1.	Montant de l'aide	9
4.2.	Taux d'aide	9
4.3.	Effet d'incitation.....	9
4.4.	Durée du projet	10
4.5.	Echéancier des versements.....	10
4.6.	Fiscalité des aides.....	10
4.7.	Conditions suspensives	10
5.	MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE	11
5.1.	Paiements.....	11
5.1.1.	Modalités de versement pour la première catégorie de bénéficiaires	11
5.1.2.	Modalités de versement pour la seconde catégorie de bénéficiaires.....	11
5.2.	Justification des dépenses.....	12

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf. : 01
		Nombre de pages : 14

6.	CONDITIONS D'EXECUTION DU PROJET	12
6.1.	Modifications de la convention attributive d'aide.....	12
6.1.1.	Modifications substantielles	12
6.1.2.	Modification de la répartition des dépenses	13
6.1.3.	Modification de la durée du projet.....	13
6.2.	Comptes rendus – Informations sur les travaux	13
6.2.1.	Comptes rendus intermédiaires et suivi	13
6.2.2.	Comptes rendus de fin d'opération	13
6.3.	Contrôles – Vérification du service fait	14
6.4.	Communication	14
6.5.	Suspension et reversement de l'aide	14
6.6.	Litiges.....	14

 ANR <small>AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE</small>	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

1. CHAMP D'APPLICATION

1.1. Périmètre d'application

Le présent règlement s'applique aux aides accordées par l'Etat et gérées par l'ANR pour le financement de l'action « Santé et Biotechnologies » pour les appels à projets (AAP) « Bio-informatique » 2010 et 2011.

La convention Etat-ANR relative à l'action « Santé et Biotechnologies » du 14 juillet 2010 décrit les actions financées et les objectifs poursuivis.

Pour la mise en œuvre du présent règlement, l'ANR distingue deux catégories de bénéficiaires potentiels des aides qu'elle alloue :

- la première catégorie comprend des organismes publics de recherche, établissements d'enseignement supérieur et de recherche et autres établissements publics de recherche, fondations de recherche et groupes d'établissements à vocation de recherche dotés de la personnalité juridique,
- la seconde catégorie comprend les organismes privés de recherche et les entreprises¹.

Les aides sont versées par l'ANR à l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) à l'exception des projets sélectionnés dans le cadre de l'AAP 2010 pour lesquels l'ANR verse l'aide directement à chaque Etablissement partenaire signataire d'une convention attributive d'aide (cf. définitions ci-dessous).

Dans le cadre des projets sélectionnés dans l'AAP 2010, un établissement bénéficiaire des aides (Partenaire coordinateur ou Etablissement partenaire) peut reverser une quote-part de l'aide reçue à un autre établissement bénéficiaire des aides, après signature de convention de Reversement. (cf. définitions ci-dessous).

1.2. Définitions des termes

Etablissement coordinateur (AAP 2011) ou **Partenaire coordinateur** (AAP 2010) : université, EPCS, organisme de recherche, groupement d'établissements, fondation de coopération scientifique, et plus généralement, établissement de recherche doté de la personnalité morale, il est l'interlocuteur privilégié de l'ANR pour les aspects administratifs. Il est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les unités partenaires (partenaires) et les Etablissements partenaires, de la production des livrables du projet, de la tenue des réunions d'avancement et de la communication des résultats. Il s'appuie pour cela sur le Responsable scientifique et technique (Coordinateur). Il signe la convention attributive d'aide avec l'ANR et reçoit l'aide attribuée au projet à l'exception des projets sélectionnées dans l'AAP 2010 pour lesquels chaque Etablissement partenaire signe une convention attributive d'aide et reçoit directement l'aide qui lui est attribuée.

Responsable scientifique et technique (AAP 2011) ou **Coordinateur** (AAP 2010) : personne physique qui assure la coordination scientifique et technique du projet pour le compte de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur).

Unité partenaire (AAP 2011) ou **Partenaire** (AAP 2010) : unité de recherche d'un établissement de recherche ou d'une entreprise partie prenante au projet. Chaque Etablissement partenaire ou unité partenaire (partenaire) désigne en son sein un correspondant scientifique et technique, interlocuteur privilégié du Responsable scientifique et technique (Coordinateur).

Projet partenarial organisme de recherche / entreprise (AAP 2010) : projet de recherche pour lequel au moins un des Etablissements partenaires est une entreprise, et au moins un des Etablissements partenaires appartient à un organisme de recherche.

¹Le terme entreprise renvoie à la définition communautaire (Règlement CE 364 de 2004, annexe 2, article 1).

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

Etablissement partenaire (AAP 2011) : établissement de recherche tutelle d'une unité partenaire (partenaire), ou établissement affectant des moyens à l'unité partenaire (partenaire). Pour les projets sélectionnés dans le cadre de l'AAP 2010, l'aide est versée directement à chaque Etablissement partenaire. Pour les projets sélectionnés dans le cadre de l'AAP 2011, les Etablissements partenaires bénéficient, le cas échéant, en vertu d'une convention de Reversement, d'une quote-part de l'aide versée à l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du projet.

Etablissement gestionnaire (AAP 2011) : Etablissement partenaire du projet différent de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) choisi, le cas échéant, conformément aux délégations de gestion en vigueur existant entre les tutelles des Etablissements partenaires impliqués dans le projet. L'Etablissement gestionnaire de l'aide est doté de la personnalité morale.

Reversement : une quote-part de l'aide versée à l'Etablissement coordinateur (AAP 2011) ou au Partenaire coordinateur (AAP 2010) ou à un Etablissement partenaire (AAP 2010) octroyée à un Etablissement partenaire pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du projet. Lorsque le terme est employé en minuscule, il a le sens habituel de restitution partielle ou intégrale de l'aide à l'ANR par l'établissement bénéficiaire en raison d'un manquement à une obligation essentielle.

Dans le corps du règlement, le terme usité est celui de l'AAP 2011 et le terme équivalent de l'AAP 2010 est mis entre parenthèses.

2. COMPOSITION DU DOSSIER D'AIDE

L'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) d'un projet sélectionné pour recevoir une aide au titre de l'action précitée doit fournir un dossier composé exclusivement des pièces suivantes :

- descriptif scientifique de l'opération,
- annexe financière dont engagement des Etablissements partenaires,
- annexe relative à l'analyse de l'impact socio-économique du projet.

Les bénéficiaires de la seconde catégorie devront fournir également les pièces suivantes :

- extrait KBIS,
- tableau des aides publiques obtenues ou sollicitées au cours des trois dernières années,
- lorsqu'elle le jugera utile, l'ANR pourra aussi demander la communication des documents comptables certifiés des trois derniers exercices pour lesquels ces documents sont disponibles,
- copie du jugement de redressement judiciaire, le cas échéant.

2.1. Descriptif scientifique de l'opération

Il comprend :

- les renseignements relatifs à l'opération et notamment son objet, les objectifs recherchés et résultats attendus, le programme détaillé des travaux, la répartition des tâches entre les Etablissements partenaires éventuels, les conséquences attendues aux plans scientifique et économique,
- le nom et la qualité du Responsable scientifique et technique (Coordinateur) du projet,
- le lieu, le calendrier d'exécution et la durée prévisionnelle des travaux.

Il apporte toute autre explication utile.

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

2.2. Annexe financière

La fourniture de l'annexe financière est requise pour procéder à la signature de la convention attributive d'aide préalable au versement de l'aide.

Cette annexe comporte :

- un volet général d'informations financières sur l'opération,
- un volet particulier.

Le volet général présente :

- le coût complet de l'opération,
- le coût retenu dans l'assiette de l'aide et le montant de l'aide, et il détaille ces éléments par grands postes de dépense,
- le cas échéant, la répartition de l'aide entre les Etablissements partenaires.

Le volet particulier présente tous les renseignements administratifs et financiers nécessaires au versement de l'aide et les autres soutiens financiers sollicités et obtenus pour la réalisation de l'opération par l'Etablissement partenaire.

Dans le cas d'une opération réalisée en collaboration entre plusieurs Etablissements partenaires, il est nécessaire de remplir :

- un volet particulier par unité partenaire (partenaire),
- un volet récapitulatif qui sera la consolidation des volets particuliers. Le Responsable scientifique et technique (Coordinateur), sous couvert de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur), réalise cette consolidation.

Dans le cas d'une opération en collaboration entre plusieurs Etablissements partenaires dont l'un au moins est une entreprise, il est précisé que le volet particulier est un document ayant valeur contractuelle.

2.3. Engagement des Etablissements partenaires

Il s'agit de l'acte par lequel les Etablissements partenaires ou leur représentant légal s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'opération aidée dans les conditions prévues par le présent règlement dont il reconnaît avoir pris connaissance et souscrire aux obligations qui en découlent en ce qui le concerne. Le Responsable scientifique et technique (Coordinateur) sous couvert de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) communique tous les documents contractuels signés aux correspondants des Etablissements partenaires.

Cet engagement figure obligatoirement dans le dossier d'aide.

2.4. Accord de consortium

Un accord de consortium précisant les droits et obligations de chaque Etablissement partenaire, au regard de la réalisation du projet, devra être fourni dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date de signature de la convention attributive d'aide.

Cet accord précise notamment :

- les modalités de valorisation des résultats obtenus au terme des recherches, et de partage de leur propriété intellectuelle ;
- la répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables ;
- le cas échéant les modalités de Reversement (mentionnées à l'article 4) ainsi que les échéanciers prévisionnels correspondant ;
- le régime de publication / diffusion des résultats ;
- la gouvernance.

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

L'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) envoie directement une copie de cet accord à l'ANR.

L'accord de consortium permettra d'évaluer l'existence éventuelle d'une aide indirecte entrant dans le calcul du taux d'aide maximum autorisé par l'encadrement communautaire des aides à la recherche-développement et à l'innovation (RDI) (Règlement 2006/C 323/01) et tout texte venant s'y substituer.

« Dans le cas de projets de coopération réalisés conjointement par des entreprises et des organismes de recherche, la Commission [Européenne] considère que des aides d'État indirectes ne sont pas octroyées au partenaire industriel par l'intermédiaire de l'organisme de recherche en raison des modalités favorables de la coopération si l'une des conditions suivantes est remplie :

- les entreprises participantes supportent l'intégralité des coûts du projet ;
- les résultats qui ne donnent pas lieu à des droits de propriété intellectuelle peuvent être largement diffusés, et l'organisme de recherche² est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle éventuels qui résultent de son activité de RDI ;
- l'organisme de recherche² reçoit des entreprises participantes³ une rémunération équivalente au prix du marché pour les droits de propriété intellectuelle qui résultent des activités qu'il a effectuées dans le cadre du projet et qui sont transférés aux entreprises participantes³. Toute contribution des entreprises participantes³ aux frais de l'organisme de recherche doit être déduite de ladite rémunération. »⁴

L'absence de ce document pourra conduire à la cessation du financement du projet et à l'application des dispositions prévues à l'article 6.5.

L'élaboration d'un accord de consortium n'est pas nécessaire s'il existe déjà un contrat cadre contenant les dispositions ci-dessus liant les Etablissements partenaires. Une copie de ce contrat-cadre ou une attestation devra être transmise avant la signature de la convention attributive d'aide.

3. ASSIETTE DE L'AIDE

Les coûts imputables à l'opération doivent être strictement rattachés à sa réalisation, à l'exclusion de toute marge bénéficiaire.

Partant des coûts imputables à l'opération, l'assiette de l'aide isole les dépenses éligibles à une aide au titre de l'action « Bio-informatique ».

Pour la première catégorie de bénéficiaires, l'aide finance les coûts complémentaires nécessaires à la réalisation de l'opération.

L'aide apportée aux laboratoires des établissements publics à caractère industriel et commercial est normalement calculée de manière à financer les moyens complémentaires nécessaires à la réalisation de l'opération. Toutefois, dans le cadre des recherches menées en consortium avec au moins une entreprise, l'ANR finance une partie du coût complet de l'opération.

Pour la seconde catégorie de bénéficiaires, l'assiette de l'aide constitue le coût complet de l'opération, circonscrit par l'annexe financière définissant les natures de dépenses par référence aux comptes d'imputation du plan comptable général énumérés. Son montant est calculé par application à l'assiette du taux d'aide retenu (Cf. article 4.2).

² Partenaire coordinateur ou Etablissement partenaire hors entreprise au sens de l'encadrement communautaire

³ Entreprises au sens de l'encadrement communautaire qui ont le statut d'Etablissements partenaires

⁴ Source : Règlement 2006/C 323/01.

 ANR <small>AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE</small>	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

3.1. Dépenses éligibles

3.1.1. Dépenses de personnel

Les dépenses éligibles sont les suivantes :

- salaires y compris les primes et indemnités,
- charges sociales afférentes (y compris les cotisations d'assurance chômage ou allocations pour perte d'emploi à l'échéance des contrats concernés) et taxes sur les salaires,
- indemnités de stage,
- prestations sociales obligatoires et prestations de restauration collective.

Les dépenses de personnel prises en compte dans l'assiette ne concernent que des personnels employés pour le projet. Toutefois, la rémunération principale et les dépenses effectuées au titre des deuxième et quatrième tirets ci-dessus pour les personnels statutaires sont exclues de l'assiette. Les quotes-parts de personnels relevant de fonctions supports ne sont pas admises.

3.1.2. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses éligibles sont les suivantes :

- frais de laboratoire (fluides, petits matériels dont équipements d'une valeur unitaire inférieure ou égale à 4.000 € HT, consommables...),
- frais de propriété intellectuelle de brevets ou licences induits par la réalisation de l'opération,
- frais de déplacement des personnels permanents ou temporaires affectés au projet,
- prestations de services (cf. article 3.4),
- frais généraux de gestion (cf. article 3.2) ou frais de structure (cf. article 3.3),
- TVA non récupérable sur ces dépenses.

3.1.3. Dépenses d'équipement

Sont considérées comme dépenses d'équipement les achats matériels ou immatériels dont la valeur unitaire est supérieure à 4 000 euros HT.

Pour les bénéficiaires de la seconde catégorie, si les matériels acquis sont réutilisables après la réalisation de l'opération et sauf dérogation exceptionnelle accordée par l'ANR, celle-ci prendra en compte dans l'assiette de l'aide la part des amortissements calculée au prorata de la durée d'utilisation.

La classification « dépenses d'équipement » au sens du présent règlement financier est sans effet sur l'imputation de ces dépenses dans la comptabilité des Etablissements partenaires.

3.2. Frais généraux de gestion

Pour les bénéficiaires de la première catégorie, une partie des frais d'administration générale imputables à l'opération peut figurer parmi les dépenses aidées.

Ces frais ont un caractère forfaitaire et sont plafonnés à 4 % du coût total des dépenses éligibles hors frais généraux.

3.3. Frais de structure

Pour les bénéficiaires de la seconde catégorie, des frais de structure parmi les dépenses aidées peuvent être pris en compte à hauteur de :

- 20% des coûts de personnel au titre de l'encadrement /Assistance
- 40% des dépenses de personnel
- 7% des autres dépenses, hors facturation interne

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

3.4. Prestations de services

Les Etablissements partenaires peuvent faire exécuter des prestations par des tiers extérieurs au projet. Le coût de ces prestations figure de façon individualisée parmi les dépenses de l'opération.

Les prestations doivent rester inférieures ou égales à 50 % du coût global entrant dans l'assiette de l'aide du projet, sauf dérogation accordée par le directeur général de l'ANR sur demande motivée de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur).

L'ANR ne contracte aucun engagement à l'égard des prestataires qui, en conséquence, ne sont pas fondés à la solliciter en cas de défaillance des Etablissements partenaires à leur égard. Les prestations sont réalisées pour le compte et sous le contrôle du seul donneur d'ordre qui doit régler les prestations dans leur totalité au fur et à mesure de leur réalisation et sans subordonner ce règlement au versement de l'aide.

4. MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES

Les aides accordées par l'ANR s'inscrivent dans l'encadrement communautaire des aides à la recherche-développement et à l'innovation défini par la communication du 30 décembre 2006 (C 323) et tout texte venant s'y substituer.

Il en résulte notamment que les aides accordées aux bénéficiaires de la seconde catégorie sont soumises à un plafonnement exprimé en taux. Par conséquent, l'ANR pourra mettre en œuvre toute mesure de contrôle a priori ou a posteriori permettant de s'assurer du respect des plafonds d'aide.

Les dispositions relatives à l'aide accordée font l'objet d'une convention attributive d'aide dont les dispositions principales sont listées dans la convention Etat-ANR.

Pour les projets sélectionnés lors de l'AAP 2010 : l'ANR signe une convention attributive d'aide avec chaque Etablissement partenaire. Chaque convention fait référence aux autres conventions signées pour le même projet. Un établissement bénéficiaire des aides (Partenaire coordinateur ou Etablissement partenaire) peut reverser une quote-part de l'aide reçue à un autre établissement bénéficiaire des aides, après signature de convention de Reversement entre les deux établissements. Une copie de ces conventions de Reversement est transmise à l'ANR dans un délai maximum de 60 jours calendaires après leur signature.

Pour les projets sélectionnés lors de l'AAP 2011 : l'ANR signe une seule convention attributive d'aide avec l'Etablissement coordinateur. Ce dernier peut reverser une partie de l'aide reçue aux Etablissements partenaires après signature de conventions de Reversement avec les Etablissements partenaires. Une copie de ces conventions de Reversement est transmise à l'ANR dans un délai maximum de 60 jours calendaires après leur signature.

Chaque convention attributive d'aide détermine notamment :

- le montant prévisionnel maximum de l'aide,
- le taux d'aide appliqué au montant des dépenses retenues pour l'assiette de l'aide,
- la durée du projet,
- l'échéancier des versements,
- les conditions suspensives.

Chaque convention attributive d'aide comporte quatre annexes :

- une annexe financière dont les volets particuliers sont signés par chaque Etablissement partenaire concerné,
- le descriptif scientifique de l'opération,
- les recommandations du comité de pilotage,
- une analyse de l'impact socio-économique du projet.

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

Les structures ayant été reconnues en tant qu'Etablissements partenaires ou unités partenaires (partenaires), non financées seront mentionnées dans la convention attributive d'aide et signeront un volet particulier de l'annexe financière qui précise leurs apports.

Un Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) ou un Etablissement partenaire peut transférer tout ou partie de l'aide qui lui est attribuée à un Etablissement gestionnaire, partenaire du projet. Une copie de la convention de délégation de gestion est transmise à l'ANR et à l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) :

- avant tout transfert de l'aide pour les délégations de gestion préexistantes au projet ou,
- dès sa signature pour les nouvelles délégations de gestion.

4.1. Montant de l'aide

Le montant de l'aide hors taxe est déterminé par l'application du taux d'aide au montant des dépenses retenues dans l'assiette de l'aide.

Le montant de l'aide notifié dans la convention attributive d'aide est ajusté lors de la liquidation finale pour tenir compte de la dépense réellement exécutée, dans la limite du montant notifié.

4.2. Taux d'aide

Le taux d'aide est déterminé par l'ANR dans le respect des règles communautaires d'encadrement des aides à la RDI en vigueur à la date de la convention attributive d'aide.

En cas d'opération menée en collaboration et dont l'un au moins des Etablissements partenaires est soumis à l'encadrement, l'accord de consortium, et en particulier les clauses relatives à la propriété intellectuelle, permettront d'évaluer l'existence éventuelle d'une aide indirecte entrant dans le calcul du taux d'aide maximum.

4.3. Effet d'incitation

Conformément au règlement communautaire C 323/1 du 30 décembre 2006, l'ANR évalue l'effet d'incitation de l'aide pour les entreprises en analysant les éléments suivants:

- augmentation de la taille du projet :
 - o du coût total du projet sans diminution des dépenses du bénéficiaire par rapport à la même situation en l'absence d'aide,
 - o des effectifs participant aux activités de RDI.
- augmentation de sa portée :
 - o augmentation du nombre d'éléments constituant les résultats attendus du projet,
 - o projet plus ambitieux se caractérisant par :
 - une probabilité accrue de réaliser une avancée scientifique ou technologique,
 - par un risque d'échec plus important, notamment en raison :
 - du risque plus élevé associé au projet de recherche,
 - au fait que le projet s'étale sur une longue durée,
 - à l'incertitude des résultats.
- augmentation du rythme d'exécution du projet (exécution du projet plus rapide qu'en l'absence d'aide),
- augmentation du montant total affecté à la RDI :
 - o augmentation des dépenses totales affectées à la RDI par le bénéficiaire
 - o modifications apportées au budget prévu pour le projet (sans diminution équivalente du budget consacré à d'autres projets)
 - o augmentation des dépenses consacrées à la RDI par le bénéficiaire de l'aide par rapport au CA total.

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

Si un effet significatif sur au moins un de ces éléments peut être démontré, l'aide est réputée avoir un effet d'incitation.

4.4. Durée du projet

La durée d'exécution de l'opération et la date de démarrage du projet sont fixées par la convention attributive d'aide.

La date de démarrage du projet ne peut être antérieure à la date de signature de la décision relative au projet par le Premier ministre plus un jour. La durée d'exécution de l'opération est au maximum de cinq ans. La date de fin d'éligibilité des dépenses ne peut dépasser la date du 31 décembre 2019 inclus. La date de fin de projet ne peut dépasser la date de fin de la convention Etat-ANR relative à l'action concernée.

La durée de l'opération s'apprécie à compter de la date à laquelle les travaux sont réputés commencer.

4.5. Echancier des versements

L'aide est versée selon un échancier défini dans la convention attributive d'aide. Cet échancier fixe le montant maximum des sommes pouvant être payées au titre d'une année déterminée. Ces éléments sont prévisionnels : les sommes prévues mais non versées au titre d'une année viennent augmenter l'échéance suivante, sous réserve du respect des dispositions du présent règlement. L'échancier des versements peut-être révisé annuellement en fonction de l'avancement de l'opération.

Dans le cas où les versements des cofinanceurs ne seraient pas effectués en conformité avec l'annexe financière validée lors de la signature de la convention attributive d'aide, l'ANR se réserve la possibilité de suspendre les versements ou, après mise en demeure, de demander le reversement total ou partiel des sommes versées.

4.6. Fiscalité des aides

L'aide octroyée par l'ANR n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de lien direct entre la prestation rendue et sa contrepartie en valeur, par application des dispositions de l'instruction fiscale 3A-4-08 du 13 juin 2008. Les bénéficiaires de financement Investissements d'Avenir sont exonérés d'impôts sur les sociétés dans les conditions définies à l'article 207 du code général des impôts précisé par l'instruction fiscale 4H-4-08 du 30 mai 2008.

4.7. Conditions suspensives

Lors de l'établissement des conventions attributives d'aide, l'ANR pourra stipuler une ou plusieurs conditions suspensives au versement intégral de celle-ci. En cas de non réalisation d'une ou plusieurs conditions, l'ANR pourra arrêter le versement de l'aide et exiger la restitution totale ou partielle des sommes versées au titre de l'opération dans les conditions prévues à l'article 6.5.

En particulier, l'ANR peut inclure dans les conventions attributives d'aide des clauses conditionnant le versement de l'aide à la production, dans des délais impartis, de tout document permettant d'apprécier :

- soit la capacité des Etablissements partenaires à mener le projet selon les modalités prévues initialement ;
- soit que la poursuite du projet se justifie au regard des résultats scientifiques ou techniques atteints.

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

5. MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

5.1. Paiements

Pour les projets sélectionnés dans le cadre de l'AAP 2010 : l'aide accordée est versée par l'ANR à chaque Etablissement partenaire.

Pour les projets sélectionnés dans le cadre de l'AAP 2011 : l'aide accordée est versée par l'ANR à l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur).

5.1.1. Modalités de versement pour la première catégorie de bénéficiaires

Avances - Les versements sont effectués sous forme d'avances annuelles réparties sur la durée du projet jusqu'à atteindre 90% du montant de l'aide accordée.

Le versement de la première avance s'effectue dans un délai de trente jours suivant la signature par l'ANR de la convention attributive d'aide.

Les versements suivants s'effectuent annuellement suivant l'échéancier des versements mentionné à l'article 4.5, sous réserve de la production, par l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) dans le cas de l'AAP 2011 ou l'Etablissement partenaire dans le cas de l'AAP 2010, des livrables prévus dans la convention attributive d'aide.

Solde - Le règlement du solde est effectué sous les deux conditions suivantes :

- après expertise favorable, dans le délai fixé par l'ANR, des comptes rendus visés à l'article 6.2 ; l'ANR pourra éventuellement demander des éléments complémentaires avant de procéder au versement du solde,
- sur présentation du relevé final des dépenses (cf. article 5.2).

Le montant du solde est ajusté pour tenir compte de la dépense réelle, dans la limite du montant de l'aide.

5.1.2. Modalités de versement pour la seconde catégorie de bénéficiaires

Avance et acomptes - Les versements sont effectués sous forme d'avances annuelles puis d'acomptes réparties sur la durée du projet jusqu'à atteindre 80% du montant de l'aide accordée.

Le versement de la première avance s'effectue dans un délai de trente jours suivant la signature par l'ANR de la convention attributive d'aide.

Les acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, sur présentation de relevés des dépenses réalisées dans la limite d'un montant annuel fixé par l'échéancier des versements mentionné à l'article 4.5 et sous réserve, le cas échéant, de la production par l'Etablissements coordinateur dans le cas de l'AAP 2011 ou l'Etablissement partenaire dans le cas de l'AAP 2010 des livrables prévus dans la convention attributive d'aide.

Solde - Le règlement du solde est effectué sous les deux conditions suivantes :

- après expertise favorable, dans le délai fixé par l'ANR, des comptes rendus visés à l'article 6.2 ; l'ANR pourra éventuellement demander des éléments complémentaires avant de procéder au versement du solde,
- sur présentation du relevé final des dépenses cf. article 5.2,
- sur présentation du tableau des aides publiques effectivement reçues au titre du projet par le bénéficiaire.

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

Le montant du solde est ajusté pour tenir compte de la dépense réelle, dans la limite du montant de l'aide.

5.2. Justification des dépenses

L'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) produit dans les conditions fixées par la convention attributive d'aide, un relevé récapitulatif des dépenses exécutées par chaque Etablissement partenaire au titre de l'opération aidée. Ce relevé regroupe par nature l'ensemble des dépenses réalisées durant la période d'exécution du projet. Aucune dépense antérieure à la date à laquelle les travaux aidés sont réputés commencer ou postérieure à la date de fin d'opération ne sera prise en compte.

Le relevé de dépenses annuel ou final, établi à l'en-tête de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) est signé par son représentant légal et certifié par son agent comptable ou son commissaire aux comptes, à défaut son expert-comptable.

Le relevé de dépenses annuel ou final, effectué par chaque Etablissement partenaire, établi à l'en-tête de l'Etablissement partenaire est signé par son représentant légal et certifié par son agent comptable ou son commissaire aux comptes, à défaut son expert-comptable. Ce relevé de dépenses est adressé à l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur).

Les relevés de dépenses peuvent être partiels et produits à tout moment pour donner lieu aux versements d'acomptes.

Dans le cadre de l'application d'une délégation de gestion, le relevé de dépenses fourni par l'Etablissement gestionnaire à l'établissement ayant délégué sa gestion (Etablissements partenaires ou Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur)), devra être certifié par l'agent comptable ou le commissaire aux comptes de l'Etablissement gestionnaire de l'aide, à défaut son expert-comptable.

6. CONDITIONS D'EXECUTION DU PROJET

6.1. Modifications de la convention attributive d'aide

Les demandes de modification, sauf mention contraire, sont adressées par écrit au directeur général de l'ANR qui prend la décision d'approbation ou de refus.

Aucune modification ne peut être admise pour changer l'objet de l'opération financée.

6.1.1. Modifications substantielles

Sont par exemple considérées comme des modifications substantielles du projet les changements portant sur :

- Le nom du Responsable scientifique et technique (Coordinateur),
- L'ajout ou la suppression d'un Etablissement partenaire,
- La modification de la répartition de l'aide entre les Etablissements partenaires,
- Le lieu d'exécution de l'opération,
- L'adresse ou les coordonnées bancaires de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur),
- ...

L'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) est tenu d'informer l'ANR le plus tôt possible de toute modification substantielle ou des difficultés rencontrées dans la réalisation du projet pouvant conduire à une modification substantielle.

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

Ces modifications donnent lieu à la signature d'un avenant à la convention attributive d'aide, conformément aux procédures prévues par la convention entre l'Etat et l'ANR modifiée relative au programme d'investissements d'avenir – action : « Santé et Biotechnologies », notamment son article 7.

6.1.2. Modification de la répartition des dépenses

La répartition prévisionnelle des dépenses peut être modifiée par l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) :

- sans demande écrite, mais en informant l'ANR, pour les modifications à l'intérieur des postes de dépenses de personnel (cf. 3.1.1), de fonctionnement (cf. 3.1.2) et d'équipement (cf. 3.1.3),
- sans demande écrite, mais en informant l'ANR, pour les modifications de répartition entre ces postes de dépenses dès lors que cette variation n'excède pas 30 % du montant prévisionnel des dépenses d'équipement (cf. 3.1.3).
- sur demande écrite de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur), ou de l'Etablissement partenaire pour les projets sélectionnés dans le cadre de l'AAP 2010, si la variation entre ces postes excède ce seuil. L'autorisation ou le refus sera notifié par l'ANR à l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur).

Toute modification de l'annexe financière visée à l'article 4 fait l'objet des procédures prévues par la convention entre l'Etat et l'ANR modifiée relative au programme d'investissements d'avenir – action : « Santé et Biotechnologies », notamment son article 7.

6.1.3. Modification de la durée du projet

La durée d'exécution du projet peut être prorogée, dans la limite maximale d'une année, sur demande écrite de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) au nom de l'ensemble des Etablissements partenaires validée par le responsable scientifique et technique (Coordinateur) du projet et avant le terme de l'opération. L'autorisation ou le refus éventuel sera notifiée à l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur).

6.2. Comptes rendus – Informations sur les travaux

6.2.1. Comptes rendus intermédiaires et suivi

L'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) s'engage à respecter les indications qui lui seront données par l'ANR pour la fourniture, la présentation et la diffusion des comptes rendus scientifiques le 15 février de chaque année.

Des comptes rendus intermédiaires seront adressés par le Responsable scientifique et technique (Coordinateur) sous couvert de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) à l'ANR selon une périodicité et dans des formes définies dans la convention attributive d'aide.

Dans le cas où, au vu notamment d'un compte rendu intermédiaire, l'ANR constate que :

- la capacité d'un Etablissement partenaire à mener le projet selon les modalités prévues initialement est mise en cause, ou que :
- l'avancement du projet présente un retard significatif par rapport au calendrier prévu,

l'ANR pourra décider, après avoir mis l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) à même de présenter ses observations, de demander la suspension ou le reversement total ou partiel des sommes versées conformément à l'article 6.5.

6.2.2. Comptes rendus de fin d'opération

Au plus tard dans un délai de deux mois suivant la date d'expiration de la période d'exécution de son opération, l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) s'engage à adresser à l'ANR un compte rendu final faisant état de l'ensemble des résultats obtenus.

 	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DES APPELS A PROJETS BIO-INFORMATIQUE	Date : 7/06/2012
		Réf.: 01
		Nombre de pages : 14

A la demande de l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) ou de l'un des Etablissements partenaires, la confidentialité des résultats est de droit. La propriété de ces résultats appartient aux Etablissements partenaires concernés du projet, qui en disposent selon les modalités convenues dans l'accord de consortium et sous réserve des droits à intéressement des inventeurs.

Sous réserve de la nécessité de prévoir une période de confidentialité, dans les cas où des résultats sont à protéger, l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) doit s'assurer par toute mesure appropriée de la diffusion publique des résultats.

6.3. Contrôles – Vérification du service fait

A tout moment, durant l'exécution du programme et dans un délai maximal de deux ans à compter de la date de demande de versement du solde ou de reversement du trop-perçu ou, à défaut, de la date prévue de fin des travaux, des personnes habilitées par l'ANR peuvent procéder sur place et/ou sur pièces à tout contrôle relatif aux mesures prises pour l'exécution du programme, à l'état de réalisation de celui-ci et à la vérification du service fait par le constat de la réalité des dépenses justifiées.

A cet effet, l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) et/ou les Etablissements partenaires et/ou les unités partenaires (partenaires) du projet sont tenus de laisser accéder les personnes habilitées par l'ANR aux sites ou immeubles où sont réalisés les travaux aidés et de leur présenter les pièces justificatives et tous autres documents, y compris les livres de comptes de l'organisme, dont la production est jugée utile par elles au contrôle de l'utilisation de l'aide. Dans cette perspective, l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) devra conserver les données nécessaires à ces contrôles.

Le refus d'un de ces contrôles éventuels entraîne l'application des mesures prévues à l'article 6.5.

6.4. Communication

L'ANR doit être informée de toute communication ou publication portant sur le projet.

Toute communication ou publication portant sur le projet doit préciser que l'aide est financée sur le programme d'Investissements d'Avenir lancé par l'Etat et mis en œuvre par l'ANR. Les supports de communication orale, les communications par voie d'affiche, les sites internet doivent également afficher les logos Investissements d'Avenir.

La non application de ces dispositions entraîne l'application des mesures prévues à l'article 6.5.

6.5. Suspension et reversement de l'aide

Au cas où l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) ne respecte pas les stipulations du présent règlement ou de la convention attributive d'aide, l'ANR, après avoir mis à même par tous moyens l'Etablissement coordinateur (Partenaire coordinateur) de faire valoir ses motifs, saisit l'Etat qui décide des suites à donner dans les conditions prévues dans la convention Etat-ANR relative au programme d'investissements d'avenir – action : « Santé et Biotechnologies » du 14 juillet 2010, publiée au Journal Officiel le 20 juillet 2010, et ses modifications.

Le reversement est également demandé s'il est constaté un trop perçu au moment de la liquidation de l'aide.

6.6. Litiges

Le tribunal administratif de Paris est la juridiction compétente en cas de contentieux entre l'ANR et les bénéficiaires des aides.